

E-BULLETIN DE L'UIP

N°11 – 28 septembre 2012

Les Présidentes de parlement se réunissent à New Delhi. Leur but : faire évoluer le Parlement pour le bien des femmes

Les Présidentes de parlement se réunissent dans la capitale indienne, New Delhi, où elles se pencheront sur les stratégies propres à rendre les parlements plus sensibles au genre. La Septième Réunion des Présidentes de parlement organisée par l'UIP les 3 et 4 octobre sera consacrée à la réalisation de la parité dans les parlements, ce qui suppose de transformer les méthodes de travail de ces institutions et celles des partis politiques. Accueillie par le Parlement indien et la Présidente du Lok Sabha, Mme Meira Kumar, elle traitera aussi des conclusions de l'étude mondiale que l'UIP a publiée récemment sur les parlements sensibles au genre. Cette étude qui définit clairement ce qu'est un parlement sensible au genre, décrit en outre des mesures essentielles dans plusieurs domaines, notamment l'élaboration d'une législation destinée à assurer l'égalité des sexes et l'instauration d'une culture parlementaire respectueuse des droits des femmes et favorisant l'égalité des sexes.

[Ce sommet parlementaire](#) sera inauguré officiellement par le Président indien, Pranab Mukherjee, la Présidente du Parlement, Meira Kumar, et le Président de l'UIP, Abdelwahad Radi. Il entendra des discours de la Directrice générale d'ONU Femmes, Michelle Bachelet, et du Secrétaire général de l'UIP, Anders Johnsson, et s'achèvera par l'adoption d'un document final.

Une déclaration des Nations Unies salue le rôle primordial que jouent les parlements et l'UIP dans le respect de l'état de droit - Le rôle central que les parlements jouent pour le respect de l'état de droit dans leurs pays respectifs est salué dans une déclaration adoptée par les Etats membres de l'ONU à New York, à l'issue d'une réunion de haut niveau tenue le 24 septembre. [Cette déclaration](#), la première du genre, marque aussi la première fois que l'ONU reconnaît au plus haut niveau la contribution propre des parlements nationaux à cette question, en se félicitant de l'interaction entre les parlements, l'UIP et l'ONU sur la question. Considéré comme l'un des piliers de la démocratie, l'état de droit est un objectif essentiel de l'action des parlements nationaux, ainsi que pour l'UIP.

La réunion de haut niveau, à laquelle ont pris part notamment des dirigeants mondiaux, a vu les Etats réaffirmer que l'état de droit est un instrument efficace pour la réalisation des grands objectifs de l'ONU que sont la paix, les droits de l'homme et le développement. La déclaration réaffirme en outre l'attachement des Etats aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international et à la justice. Des interrogations subsistent néanmoins sur la manière de donner corps aux principes énoncés dans la déclaration. C'est l'une des questions qui ont été examinées lors d'une [réunion parlementaire](#) organisée par l'UIP et l'Organisation internationale de droit du développement à New York, dans le prolongement de la réunion onusienne de haut niveau. A cette autre réunion ont pris part des parlementaires, des responsables onusiens et des diplomates que ce dossier intéresse plus particulièrement.

Une nouvelle publication - [Rule of Law – A Guide for Politicians](#) - où l'on trouvera des informations importantes sur les éléments de base de ce dossier, est maintenant disponible en anglais. Les parlementaires y trouveront une aide précieuse.

Le leadership des parlementaires tanzaniens dans la lutte contre le sida fait des émules -

Le Groupe consultatif de l'UIP sur le VIH/sida s'appuie sur la réussite de la Tanzanie dans la lutte contre le VIH/sida pour promouvoir le leadership parlementaire dans la lutte contre cette maladie dans le monde entier. Lors d'une mission qu'ils ont effectuée sur place au début du mois, les membres du Groupe consultatif ont pu constater de visu que le leadership parlementaire pouvait donner des résultats concrets et faire reculer la prévalence du VIH, réduire la stigmatisation et mobiliser des fonds pour traiter les questions touchant au VIH/sida. Citant l'exemple de la Coalition parlementaire tanzanienne contre le SIDA (la TAPAC), qui rassemble 75 % des élus tanzaniens, et la création d'une commission permanente des affaires touchant au VIH/sida chargée d'intégrer ce sujet à l'ensemble du travail du Parlement, le Groupe consultatif de l'UIP recommande l'approche tanzanienne à tous les parlements désireux de renforcer leur action contre le sida. Le leadership politique est en effet un élément essentiel pour combattre la stigmatisation, qui dissuade les gens de se faire dépister et accompagner. A ce propos le Groupe consultatif de l'UIP a constaté que la décision du Président tanzanien, Jakaya Kikwete, et de sa femme, de se soumettre publiquement au dépistage du sida avait incité les citoyens à en faire autant.

Les parlementaires bahreïnais, belges, kényans, saoudiens, sud-africains, tanzaniens et zimbabwéens qui ont participé à cette mission présenteront un rapport à leurs parlements respectifs, au vu de ce qu'ils ont appris en Tanzanie. De plus, leur rôle dans le Groupe consultatif de l'UIP en a incité certains à se mobiliser pour la lutte contre le VIH/sida dans leur pays. Cette année, déjà, l'Arabie saoudite et la Belgique ont consolidé leur législation dans ce domaine, tandis que Bahreïn et l'Equateur s'apprêtent à leur emboîter le pas.

Le partage des connaissances sur la planification stratégique au Parlement – L'UIP a mis sur pied une mission d'information en Afrique du Sud à l'intention d'administrateurs du Parlement du Bangladesh sur la manière dont ce pays africain gère sa transition vers la démocratie grâce à la planification stratégique de ses ressources et compétences législatives.

Dans un pays longtemps divisé par l'apartheid, le Parlement sud-africain, à l'instar de nombreux autres parlements de pays en transition, a eu recours à la planification stratégique pour conduire des réformes démocratiques visant à rendre le Parlement plus efficace dans l'exercice de ses fonctions, à savoir législation, représentation et contrôle de l'action gouvernementale.

Le Bangladesh, qui s'emploie à moderniser et renforcer son parlement pour approfondir sa démocratie, pourra s'inspirer du modèle sud-africain en s'appuyant sur les expériences et enseignements qui sont transposables au contexte bangladais.